

Les collectivités territoriales : un potentiel révolutionnaire ?

ROMAIN MARCHAND

UN SPECTRE HANTE LE PCF : LE SPECTRE DE LA GESTION

La contradiction entre ambition révolutionnaire et gestion municipale dans le cadre d'un État bourgeois est apparue clairement dès les premières années de la création du parti, et a suscité de vifs débats que l'on pourrait symboliser par l'expression « crétinisme municipal », contrepied au « communisme municipal », employée en 1945 par Etienne Fajon, traduisant une certaine défiance de la direction du parti à l'égard des élu.e.s locaux¹⁰⁷.

De nos jours, si nos textes de congrès font clairement de la conquête de positions locales un point d'appui de notre projet révolutionnaire, la réduction des marges de manœuvre et le niveau de compromis imposé dans l'exercice de la gestion tendent à interroger de plus en plus de communistes – et d'élu.e.s eux-mêmes – sur l'utilité de participer à la gestion locale. D'autant que depuis 40 ans, l'érosion est constante, faisant passer le nombre d'élu.e.s communistes et républicain.e.s de 28 000 en 1977 à 7 500 en 2014.

Dans ce contexte, il est sain pour les communistes de s'interroger : la gestion locale revêt-elle un potentiel révolutionnaire, quelle est son utilité pour le combat communiste ?

UNE OFFENSIVE SANS PRÉCÉDENT CONTRE LES COLLECTIVITÉS.

L'un des premiers éléments de réponse réside peut-être dans les attaques inédites qui sont

menées contre les collectivités locales. Si elles sont à ce point la cible des capitalistes, c'est qu'elles les agacent au plus haut point : le périmètre étendu des services publics, la sécurité d'emploi des fonctionnaires, la légitimité encore importante des élu.e.s locaux et la capacité de certaines collectivités à incarner un projet différent du « there is no alternative » sont autant d'obstacles à la progression du tout-marché, obstacles qu'il est urgent pour eux de supprimer.

C'est pourquoi, les gouvernements successifs détruisent depuis une dizaine d'années ces biens communs en les attaquant sur trois fronts principaux :

1. Sur le plan culturel, l'idée diffusée est celle du poids insoutenable de la dépense publique, de l'archaïsme de la fonction publique et du nombre trop élevé d'élu.e.s et d'institutions locales.
2. Sur le plan financier, les collectivités font l'objet de réductions drastiques de leurs moyens, à travers les baisses de dotations, la suppression de toute autonomie fiscale (taxe professionnelle, taxe d'habitation) et désormais l'imposition de « contrats » pour encadrer leurs budgets.
3. Sur le plan institutionnel, les réformes territoriales s'enchaînent depuis 2010 pour promouvoir des institutions toujours plus éloignées des citoyen.ne.s : fusions de communes et de régions, menaces à répétition sur les départements, création de métropoles et d'intercommunalités forcées... On assiste à une

véritable recentralisation des pouvoirs et à une technocratisation des institutions. Ces offensives combinées conduisent logiquement à un effacement progressif des marqueurs distinctifs des politiques locales et à une diminution de leur capacité à répondre aux besoins des habitant.e.s, entraînant un doute sur l'utilité même des collectivités – c'est en tout cas ce que nous disent les Français.es, de plus en plus nombreux.x.es à s'abstenir aux élections municipales : 21 % en 1983, 32 % en 2001, 38 % en 2014 et jusqu'à plus de 60 % dans les quartiers populaires.

DANS CE CONTEXTE, Y A-T-IL ENCORE UN SENS À NOUS BATTRE POUR PRÉSERVER LES COLLECTIVITÉS LOCALES ET POUR JOUER UN RÔLE DANS LEUR GESTION ?

Trois raisons nous conduisent à répondre par l'affirmative, non sans conditions.

La première, c'est que dans la perspective d'un changement de société que nous voulons faire advenir par la voie démocratique en rendant nos idées majoritaires, aucun espace d'intervention ne peut être laissé de côté – de nouveaux doivent même être créés, c'est le sens de notre combat pour les droits des salarié.e.s, par exemple. Si nous faisons nôtre le principe de la décentralisation qui s'appuie sur l'idée que les affaires d'une commune, d'un département, d'une région sont mieux gérées quand elles le sont au plus près des citoyen.ne.s, alors il nous revient de faire vivre à ces échelles, autant que possible, les idées communistes dans les institutions.

Par ailleurs, nous portons dans l'ADN de notre engagement l'ambition, indissociable de la visée révolutionnaire, d'améliorer la vie des gens tout de suite et maintenant. Une ambition certes humaniste mais aussi stratégique, qui nous distingue d'autres courants politiques : se désintéresser de la gestion quotidienne locale en la laissant aux libéraux, pour ne concentrer notre combat que sur une perspective révolutionnaire plus lointaine, serait aussi cynique qu'inefficace, puisque l'aggravation de la crise et des conditions de vie est un facteur de démobilitation populaire.

Enfin, nous savons que le capitalisme n'est pas un phénomène éphémère, mais qu'il s'enracine bien dans des territoires matériels¹⁰⁸ ; pour le dépasser, chaque espace qui peut opposer une résistance au développement de la marchandisation de la vie a donc vocation à être investi. Les collectivités sont autant d'espaces où des

alternatives au projet libéral peuvent s'élaborer et devenir des expériences vécues – donc crédibles – pour les citoyen.ne.s. En cela, nos politiques publiques locales sont pour certaines un déjà-là communiste, un point de départ potentiel d'une nouvelle société qu'à la fois elles nourrissent et rendent possible.

Pour autant, comment ne pas constater que le « communisme municipal », qui fait à juste titre notre fierté, a certes porté des politiques publiques innovantes et émancipatrices, assurant aux classes populaires le droit aux vacances, à la santé, l'accès au sport et à la culture... mais qu'il n'a pas empêché le développement d'une société capitaliste toujours plus inégalitaire, capable parfois même de « digérer » ces conquêtes sociales ?

IL EST DÈS LORS NÉCESSAIRE DE NOUS INTERROGER : À QUELLES CONDITIONS RENDRE NOTRE PARTICIPATION À LA GESTION LOCALE UTILE À NOTRE PROJET DE SOCIÉTÉ ?

1. Avant toute chose, préserver les collectivités locales et renforcer la décentralisation ! Car sans démocratie locale, l'exercice du pouvoir est nécessairement technocratique, éloigné des citoyen.ne.s et donc de leurs intérêts. Dans ce combat souvent vu comme très institutionnel, y compris par les militant.e.s, il nous est interdit de tomber dans le piège de la défense du statut quo, insatisfaisant ; à nous donc de porter une vision profondément modernisée de l'organisation de notre République, afin de ne pas laisser ce créneau aux démolisseurs. Il apparaît également incontournable de réhabiliter le service public qui, loin de constituer un poids, crée de la richesse pour tou.te.s. Si « le service public est le patrimoine de ceux qui n'en ont pas », c'est aussi le patrimoine de ceux qui en ont ; il faut donc en permanence réaffirmer son caractère universel et ne pas le laisser associer à un service dédié uniquement aux plus fragiles, s'apparentant à une charité institutionnalisée.

¹⁰⁷ Emmanuel Bellanger, « Le communisme municipal ou le réformisme officieux en banlieue rouge », in Emmanuel Bellanger et Julian Mischi (dir.), Les territoires du communisme. Elus locaux, politiques publiques et sociabilités militantes, Paris, Armand Colin Recherches, 2013.

¹⁰⁸ David Harvey, Géographie et capital, Vers un matérialisme historico-géographique, Syllepse, Paris, 2010.

2. Renforcer le pouvoir d'intervention des citoyen.ne.s.

La démocratie locale n'est pas exempte de défauts : elle reste encore principalement basée sur la démocratie représentative, et par là, sur un système délégué. Des pratiques renouvelées d'exercice du pouvoir par les élu.e.s, mais aussi de nouveaux droits doivent permettre d'amplifier la co-construction des politiques publiques au-delà des moments électoraux, ainsi que l'association des habitant.e.s à la mise en œuvre des services publics (comités d'usager.e.s). Par exemple, pourquoi ne pas imaginer des « droits citoyens » qui, à l'image des droits syndicaux, permettraient à tout.e salarié.e de disposer, sur son temps de travail, d'un quota d'heures pour participer à son comité de quartier ? Enfin, une modernisation profonde de notre système démocratique est indispensable pour favoriser la rotation des responsabilités et l'accès à celles-ci d'une plus grande part de la population (droit de vote des étranger.e.s, limitation des mandats dans le temps, statut de l'élu.e...). Si l'on considère que le rôle des élu.e.s n'est pas de *faire pour*, mais de *faire avec*, ne faut-il pas s'insurger contre le « trop d'élu.e.s » et revendiquer, au contraire, « plus d'élu.e.s » ?

3. Réinventer un « communisme municipal » de notre temps et lui redonner de la visibilité.

Nous le constatons, nos politiques publiques historiques ne suffisent plus, soit parce qu'elles sont entrées dans le domaine de l'évidence et ne sont plus l'apanage des municipalités communistes, et c'est tant mieux, soit parce que les réponses sont devenues insuf-

fisantes face aux enjeux d'aujourd'hui. Quotient familial, colonies de vacances, centres municipaux de santé, politiques sportives et culturelles... les collectivités dans lesquelles nous sommes en responsabilité restent bien évidemment en pointe sur de nombreux champs d'innovation sociale. Mais il est incontournable de redéfinir les marqueurs identifiés d'une gestion alternative à même de convaincre les élec.trices.teurs de l'utilité de choisir des élu.e.s communistes.

4. Enfin, articuler ce nouveau « communisme municipal » avec une perspective de changement de société identifiée et crédible.

Car si les expérimentations locales peuvent nourrir le projet global, si elles peuvent même constituer l'un des ressorts de la mise en mouvement populaire, sans visée générale et perspective concrète, elles sont vouées à s'essouffler et à disparaître.

En réalité, notre implication dans la gestion locale n'a de sens que dans une relation dialectique avec le projet politique transformateur que nous portons : à la fois contradictoires et indissociables. Les collectivités territoriales constituent une richesse incroyable pour des millions de Français.es, qu'elles accompagnent au quotidien et tout au long de leur vie. La menace qui pèse sur elles est à la hauteur de leur utilité sociale, écologique et économique. Ces outils recèlent un réel potentiel révolutionnaire qu'il nous revient de faire émerger, autant pour mettre en échec le funeste projet libéral de marchandisation de la vie dans toutes ses dimensions, que pour faire advenir le communisme du XXI^e siècle. ★